

2012 sera une année difficile

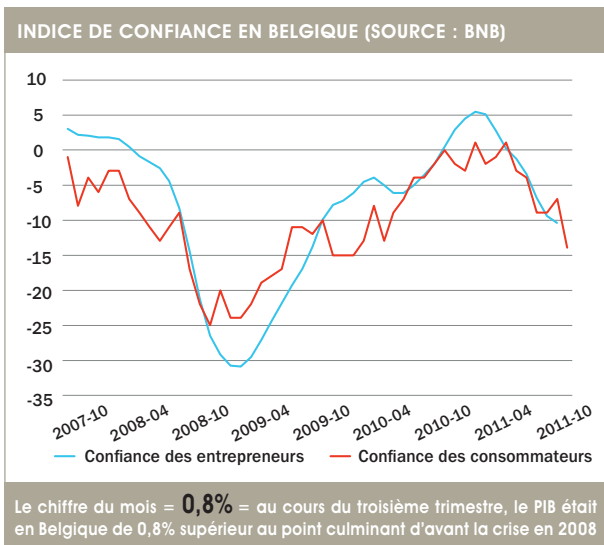
Geert Vancronenburg

Chief Economist FEB



© Daniel Rys

Il y a eu, jusqu'avant l'été, une certaine allégresse concernant le dynamisme de l'économie belge. Nous étions l'un des seuls pays européens à avoir retrouvé au cours du premier trimestre de 2011 le niveau atteint en 2008 avant le déclenchement de la crise.



Les résultats du deuxième trimestre ont également été un peu meilleurs que ceux de l'Allemagne, qui joue tout de même le rôle de locomotive au sein de la zone euro. Mais depuis, l'ambiance s'est gâtée. La crise dans la zone euro, le ralentissement de la croissance mondiale et l'incertitude à propos des négociations relatives à la formation du gouvernement fédéral affectent la confiance des ménages et des entreprises. Le quatrième trimestre sera presque certainement marqué par un fléchissement de l'économie belge, qui n'affichera en 2012 qu'une croissance de 0,4%. L'année prochaine sera dès lors une année très difficile avec encore plus d'économies, de chômage et de tension sociale. Que pouvons-nous faire pour tempérer au maximum cet impact négatif ?

Le premier défi se situe au niveau européen. Ces derniers mois, nous ont appris que faire quelques petits pas en avant ne suffit pas pour résoudre la crise dans la zone euro. Un 'big bang' est nécessaire ! Premièrement, cela signifie que la Banque centrale européenne doit commencer à acheter en masse des obligations publiques des pays en difficulté. Il s'agit, en effet, de la seule institution encore capable de réduire à court terme le danger de contagion entre les pays. Deuxièmement, l'Europe doit davantage intervenir dans les États membres qui ne respectent pas leurs engagements en termes d'économies et de réforme. L'adhésion à la zone euro n'accorde pas seulement certains droits, elle entraîne aussi des obligations.

Ceci m'amène directement à ce qui doit être fait en Belgique. Notre pays s'est déjà engagé à plusieurs reprises envers l'Europe à procéder, principalement du côté des dépenses, à un assainissement budgétaire, et à implémenter d'importantes réformes socioéconomiques. En ce qui concerne ce dernier point, il s'agit, entre autres, du relèvement de l'âge effectif de la pension, de l'activation plus importante de notre système de chômage et de la réforme de notre régime d'indexation. Il ne s'agit pas ici de mesures dites 'néolibérales', comme on l'entend parfois dans certains milieux. Au contraire, il s'agit d'interventions nécessaires si nous souhaitons maintenir ces prochaines années la croissance et la création d'emplois à niveau, et ne pas répercuter la facture du vieillissement sur les générations suivantes. Il est grand temps que nous procédions nous aussi à ces réformes, que les pays les plus performants ont déjà implémentées depuis longtemps. ◀